

## Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 11373**

### Intitulé

L'accès à la certification n'est plus possible (La certification existe désormais sous une autre forme (voir cadre "pour plus d'information"))

MASTER : MASTER Droit, économie, gestion, mention droit privé, spécialité droit privé général

Nouvel intitulé : Droit, économie, gestion, Mention Droit privé,

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université Rennes I	Président de l'université de Rennes I, Recteur Chancelier des universités

### Niveau et/ou domaine d'activité

**I (Nomenclature de 1967)**

**7 (Nomenclature Europe)**

**Convention(s) :**

**Code(s) NSF :**

120 Spécialités pluridisciplinaires, sciences humaines et droit, 128 Droit, sciences politiques, 128g Droit fiscal ; Droit des affaires ; Droit pénal ; Droit de l'environnement ; Droit de la santé ; Droit de la sécurité et de la défense ; Droit du transport etc

**Formacode(s) :**

### Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

La spécialité Droit privé général du master mention Droit privé de l'université de Rennes1 forme - dans les trois parcours coordonnés qu'elle comporte - des juristes de haut niveau capables de développer des activités de conseil, d'organisation et d'assistance auprès ou au sein d'entreprises et de cabinets tout comme dans les grands corps des administrations en ce qu'ils sont amenés à mettre en œuvre des règles de droit privé.

Ces activités sont exercées, selon les cas, dans des cadres professionnels et sous des statuts divers : libéral, salarié, fonctionnaire.

Le titulaire de la spécialité visée, outre les spécificités inhérentes au champ disciplinaire spécifique de son parcours (droit privé fondamental, droit pénal, droit des affaires) a acquis des compétences et capacités liées au contenu commun et aux objectifs et modalités de sa formation :

Il maîtrise les règles et techniques des champs fondamentaux du droit

Il identifie les difficultés ou les risques d'ordre juridique et conçoit les solutions appropriées

Il témoigne d'une grande capacité d'adaptation à de nouveaux champs spécialisés, par la vision transversale et pluridisciplinaire qu'il a acquise

Il est capable d'innovation grâce à la perception synthétique des principes fondamentaux et à l'aptitude à une analyse fine des situations

Il s'adapte au travail en équipe (tant comme membre que comme responsable), à l'échange et au partage des tâches en vue d'un objectif commun

Il est compétent pour réaliser la rédaction de textes juridiques de nature (conclusions, contrats, rapports) et de dimensions variées (du simple courrier au mémoire substantiel)

Il est capable d'exposer oralement une question juridique technique, d'argumenter et de débattre

### Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Métiers liés :

à l'aspect juridique du monde des entreprises privées (structures, relations),

aux besoins juridiques des particuliers et des personnes publiques,

au traitement des questions d'ordre pénal concernant les particuliers, les entreprises privées et les personnes publiques

- Fonctionnaires (magistrats, greffiers, policiers, commissaires aux armées...)

- Professions libérales ou salariées (avocats, conseils, auxiliaires de la justice, cadres des services juridiques ou contentieux)

- Métiers de l'enseignement supérieur et de la recherche

- Professeur / Professeure des universités

- Enseignant-chercheur / Enseignante-chercheuse

- Maître / Maîtresse de conférences

- Expert / Experte juridique

- Avocat / Avocate

- Administrateur / Administratrice judiciaire

- Juriste d'entreprise

- Directeur / Directrice juridique

- Juriste consultant / consultante

### Codes des fiches ROME les plus proches :

K2108 : Enseignement supérieur

K1901 : Aide et médiation judiciaire

K1903 : Défense et conseil juridique

### Modalités d'accès à cette certification

#### Descriptif des composantes de la certification :

La formation comporte 4 semestres ;

L'accès au semestre 1 est ouvert à tout titulaire d'une licence en droit.

Tout titulaire des deux premiers semestres d'un parcours de master de droit peut se porter candidat à l'un des 3 parcours des semestres 3 et 4 : droit privé fondamental, droit pénal, droit des affaires (accès sélectif pour les trois parcours).

Les deux derniers semestres comportent :

- au semestre 3 : une formation largement mutualisée en 3 UE (l'une fondamentale, l'autre d'ouverture, la dernière transdisciplinaire)
- au semestre 4 : une formation plus spécialisée par parcours en 3 UE (fondamentale, complémentaire et de recherche et d'intégration professionnelle)

Le contrôle des connaissances

- est assis sur une variété d'exercices (écrit en 5 heures, grand oral, direction d'études, mémoire de recherche, travaux collectifs écrits et oraux)
- et applique les règles de compensation actuellement en vigueur

Pour la capitalisation, **le bénéfice des UE acquises aux semestres 1 et 2 est conservé sans limitation ;**

**Le bénéfice des UE acquises aux semestres 3 et 4 n'est en principe conservé que pour la seconde session de l'année universitaire sauf la faculté d'obtenir une dérogation pour une année supplémentaire.**

**Validité des composantes acquises : illimitée**

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION OUINON		COMPOSITION DES JURYS	
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X		jury d'enseignants-chercheurs désigné par le Président de l'université de Rennes 1
En contrat d'apprentissage		X	
Après un parcours de formation continue	X		jury d'enseignants-chercheurs désigné par le Président de l'université de Rennes 1
En contrat de professionnalisation		X	
Par candidature individuelle	X		jury d'enseignants-chercheurs désigné par le Président de l'université de Rennes 1
Par expérience dispositif VAE prévu en 2002	X		Composition du jury votée par l'Université

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

**LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS**

**ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX**

#### Base légale

**Référence du décret général :**

2 octobre 2008

**Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :**

20080935

**Référence du décret et/ou arrêté VAE :**

**Références autres :**

#### Pour plus d'informations

**Statistiques :**

Sondage réalisé sur les 3 dernières promotions du parcours « droit privé fondamental » :

Sur 61 étudiants, 53 situations connues :

magistrature : 3

barreau : 17

notariat : 2

entreprises : 12

préparation aux concours ou examens professionnels : 9

autres diplômes : 2 (dont 1 à l'étranger),

thèse : 8

Voir information et enquêtes du SOIE (Service Orientation Insertion Entreprise)

<http://soie.univ-rennes1.fr/>

**Autres sources d'information :**

<http://www.univ-rennes1.fr/>

<http://www.droit.univ-rennes1.fr/>

Université Rennes 1

Faculté de droit et de science politique

SOIE (Service Orientation Insertion Entreprise)

**Lieu(x) de certification :**

Université Rennes I : Bretagne - Ille-et-Vilaine ( 35) [Rennes]

Université Rennes 1

2, rue du Thabor

CS 46510

35065 Rennes Cedex

Téléphone : (33) 2 23 23 35 35

**Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :**

Faculté de droit et de science politique

9, rue Jean Macé

CS 54203

35042 Rennes Cedex

Téléphone : 02 23 23 76 76

**Historique de la certification :**

La présente spécialité, aux semestres 3 et 4, est issue du rapprochement opéré entre 3 anciens DEA puis M2 à finalité recherche : DEA droit privé (puis M2 droit privé fondamental), DEA droit pénal (puis M2 sciences pénales), DEA droit des affaires (puis M2 structures et relations juridiques des entreprises)

**Certification suivante :** Droit, économie, gestion, Mention Droit privé.